

Les subsides

Quand la session s'est ouverte, l'opposition officielle a dit—et elle le dit toujours—que toutes les mesures gouvernementales constructives auront notre appui. Nous avons toujours la même position, mais les choses deviennent de plus en plus difficiles parce qu'il n'y a pas de mesures présentées à la Chambre. Nos questions restent sans réponses. On y réplique en un bout de ligne. On dirait que le gouvernement cherche encore à remporter les dernières élections.

Je terminerai sur un appel au gouvernement, à qui je demanderai de prendre ses responsabilités, de donner une orientation et de nous tenir au courant. Essayez d'agir d'une façon civilisée et sérieuse avec les députés de l'opposition, et vous obtiendrez très facilement notre collaboration.

M. le vice-président: Des questions, des observations? Reprise du débat.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, j'ai quelques mots à dire sur la motion dont le député de Laval-des-Rapides (M. Garneau) a saisi la Chambre aujourd'hui au nom du parti libéral. On y condamne le gouvernement pour ne pas avoir encore présenté de budget. Il y est aussi question de l'importance des emplois au Canada, mentionnant de nombreux groupes de notre société dont les jeunes, les agriculteurs, les pêcheurs, les personnes âgées et les autochtones.

J'avoue d'emblée que depuis le temps que je siège à la Chambre, je ne me rappelle pas qu'un gouvernement nouvellement élu ait tardé aussi longtemps à présenter un budget. Bien sûr, il nous a présenté en novembre un exposé économique où il nous a révélé quelque peu son orientation. Nous y avons vu que les conservateurs ne diffèrent pas des libéraux. Ils ont maintenu la hausse de 1 p. 100 de la taxe de vente que le ministre libéral des Finances, la «garantie absolue», avait annoncée à la Chambre il y a environ un an. Ils nous ont averti qu'ils augmenteraient le prix de notre carburant pour qu'il atteigne le cours international. Voilà qui nous a déjà donné une petite idée de la voie dans laquelle s'oriente le gouvernement.

L'exposé économique renfermait le programme de compressions budgétaires par lequel le gouvernement a réduit ses dépenses de quelques milliards de dollars. A mon avis, en agissant ainsi, au lieu de créer des emplois le gouvernement aggrave le chômage. L'économie nationale s'en trouve ralentie et les Canadiens ont moins d'argent à dépenser parce qu'ils en gagnent moins.

Notre pays s'achemine dans la direction inverse de celle où il devrait aller. Je me souviens fort bien de ce qui s'est dit au cours de la campagne électorale l'été dernier. Le premier ministre (M. Mulroney), qui était alors chef de l'opposition, n'a pas cessé de répéter d'un bout à l'autre du Canada que la campagne ne portait que sur une seule question, les emplois. Par conséquent, j'ai pensé que si les conservateurs étaient élus, ils présenteraient rapidement un budget qui mettrait l'accent sur la création d'emplois. J'ai été très étonné qu'ils en remettent la présentation à plusieurs mois et la retardent maintenant jusqu'à la fin de mai. Le premier ministre a manqué à sa promesse électorale. Les Canadiens lui ont confié le mandat très important de leur donner du travail.

Le 4 septembre, le Canada comptait près de un million et demi de chômeurs. Aujourd'hui encore, à la fin mars, ce chiffre n'a pas changé. Où est donc la différence? Le premier ministre a-t-il apporté quelque changement que ce soit?

Je me rappelle ce qui s'est passé au début de juillet quand le premier ministre s'est réuni à Prince Albert avec certains des candidats de son parti dans l'Ouest. Il avait dit: «Élisez-moi premier ministre et des milliers d'emplois seront créés du jour au lendemain.» Je sais que des gens aussi réfléchis que le député de Bow River (M. Taylor) n'auraient pas dit pareille chose car il sait qu'il n'y a pas de solution magique. Ce n'est pas étonnant que le gouvernement ait échoué. Il ne pouvait pas créer tous ces emplois du jour au lendemain.

Jetons un coup d'œil aux chiffres sur le chômage pour le mois de février qui ont été publiés il y a quelques semaines. Selon ces chiffres, le taux de chômage a augmenté dans sept des dix provinces du Canada depuis un an. La situation est la même dans presque toutes les régions du pays. Le taux de chômage augmente au lieu de diminuer. Voilà pourquoi la Chambre devrait accorder la priorité à la création d'emplois. C'est là-dessus que nous devrions insister.

J'ai été très déçu par la réaction du ministre des Finances (M. Wilson) à la Conférence économique nationale qui a eu lieu à Ottawa il y a quelques jours. Il semblait y avoir deux camps. D'une part, les banquiers et les grandes entreprises disaient que nous devrions accorder la priorité au déficit et qu'il fallait prendre de mesures pour réduire ce déficit, comme l'a fait Billy Bennett en Colombie-Britannique. C'est ce que les banquiers et les grandes entreprises semblaient dire.

D'autre part, il y avait les groupes d'action civique, les syndicats et d'autres groupes représentant les Canadiens ordinaires, qui soutenaient qu'il fallait accorder la priorité à la création d'emplois. La création d'emplois au Canada aurait notamment pour conséquence de réduire le déficit à longue échéance. Nous serions de nouveau une nation de producteurs, une nation de faiseurs, une nation qui produirait des biens et des articles pour les Canadiens, une nation qui produirait les choses dont nous avons besoin au Canada. Si nous faisons baisser le taux de chômage, le gouvernement fédéral aurait moins de prestations d'assurance-chômage à verser et les provinces moins de chèques de bien-être social à payer.

Je ne comprends vraiment pas pourquoi le gouvernement consulte les Canadiens s'il n'a pas l'intention de les écouter et de tenir compte de leur point de vue. Le message des Canadiens est très clair. Selon eux, le déficit n'est pas le principal problème du Canada et le gouvernement devrait dépenser pour créer des emplois et aider les petites entreprises, c'est-à-dire les agriculteurs, les pêcheurs et les travailleurs forestiers. Il devrait aider les industries primaires du Canada. Cela aurait des répercussions de bas en haut dans l'économie et cela créerait des emplois. Au lieu d'exercer une telle action du bas vers le haut, le ministre continue d'appliquer certaines des anciennes lignes de conduite des libéraux qui visaient à obtenir des répercussions du haut vers le bas, c'est-à-dire que le gouvernement donne son aide aux riches, aux banques et aux grandes sociétés et qu'il accorde son aide aux bien-nantis alors que les citoyens ordinaires doivent payer de plus en plus d'impôts.